

Pour le politique contre le communautaire

Sandra Salomon



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/variations/2567>

DOI : [10.4000/11xgt](https://doi.org/10.4000/11xgt)

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Référence électronique

Sandra Salomon, « Pour le politique contre le communautaire », *Variations* [En ligne], 27 | 2024, mis en ligne le 03 juillet 2024, consulté le 06 juillet 2024. URL : <http://journals.openedition.org/variations/2567> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/11xgt>

Ce document a été généré automatiquement le 6 juillet 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

Pour le politique contre le communautaire

Sandra Salomon

NOTE DE L'ÉDITEUR

Tous droits réservés.

- 1 Le racisme et la haine de l'autre font retour, en Europe, aux Etats Unis, et ailleurs encore. Mais la France, où une extrême-droite s'exprime toujours plus haut, commence à faire figure de pilote dans ce domaine en Europe de l'Ouest, renouant avec une de ses vieilles traditions et tentations, les premières formes d'antisémitisme racial (Gobineau) et la rhétorique de l'identité et de l'enracinement terrien dans une tradition magnifiée (Barras-Maurras) qui, conjuguées avec l'apologie du national, donnent à nouveau une place à l'extrême-droite reprenant le fil de son histoire jamais interrompue mais qui imprègne maintenant toujours davantage la société désenchantée. Est-ce quelque chose comme une répétition du déjà-vu qui s'amorce?
- 2 La pensée ultra-conservatrice a trouvé dans l'histoire, son terrain de prédilection en France, puisqu'elle fut tout entière une réaction à la Révolution française qui osa réinventer la notion de peuple. Mais si les thèmes ne sont pas originaux, aujourd'hui cependant les causes sont tout autres et portent le nom de ce processus déjà bien amorcé dont nous sommes témoins : une forme de démocratie en train de sombrer, dont la montée de l'extrême-droite n'est que l'effet différé. Trois -au moins- séries de phénomènes, qui ne sont pas arrêtés par les frontières, se conjuguent pour ruiner le politique c'est à dire les traditions démocratiques, acquises de haute lutte -ce qui n'est qu'une seule et même chose.
- 3 - L'internationalisation des logiques économiques : des échanges mais surtout de la production, soutenue par une même idéologie productiviste, accompagnée et amplifiée par l'internationalisation de l'information et de la télé-communication, fabriquant un seul monde pour le membre de la société en tant qu'agent économique et plus

visiblement encore pour le citoyen réduit au rôle de spectateur impuissant, concourent à ce fait qu'est de moins en moins possible la simple identification à une unité politique nationale, mais aussi au rôle de citoyen membre d'un Etat, aussi longtemps qu'il reste national.

- 4 - L'effondrement des régimes politiques de l'Est, unanimement raliés au seul modèle social de production subsistant, laisse un vide de politique. En effet derrière l'effacement visible d'un mythe déjà plus qu'usé pour avoir accouché de dictatures et derrière la disparition encore plus spectaculaire de pouvoirs de surveillance kafkaïens et de bureaucraties policières dont la gigantomachie touchait à l'absurde, advint du même coup l'effondrement d'Etats par l'effacement de tout dessein politique. Ceci fut occasionné par la fragmentation des Etats, d'abord, ouvrant la voie au nationalisme, aux conflits ethniques et culturels jusqu'à la guerre civile. Par la paralysie politique qui fut la
- 5 leur, ensuite, et le conformisme contraint auquel ils se virent réduits face à l'implacable d'une logique économique qui avait gagné, par l'impossible d'une quelconque volonté politique, parce que fut adoptée pour toute perspective la seule adaptation au marché. Le capitalisme à l'Est, émergeait de sa phase d'accumulation primitive et tendait à rejoindre sa forme moderne déjà réalisée sous d'autres cieux. Mais le vide symbolique et l'absence de dessein favorise le retour de la violence destructrice du politique, dispersant la responsabilité civile, diluant le lien social, justifiant l'individualisme.
- 6 - L'aggravation de la situation matérielle et symbolique des pays du tiers-monde qui s'enfoncent pour certains, lentement, dans la spirale de la misère et du désespoir, et qui, pour d'autres, rencontrent des impasses de politique et de civilisation pour avoir refusé de s'aligner sur l'Occident, figure de la domination subie et du rejet de l'autre ; figure de la technique à la fois convoitée et voie de leur exclusion ou de leur mise à mort. Ceci entraîne une dépolitisation des masses, privées de leur puissance d'agir collective autrement que sous la forme de l'intégrisme religieux, face à la civilisation de la foi en la technologie.
- 7 La rencontre et la superposition de ces lignes ou se tracent les tendances du monde présent, ou s'entrecroisent les diverses formes de retrait du politique, montrent qu'on assiste à une tendance massive au repli, donc au retour à la communauté, sous des formes diverses, religieuses, ethniques, nationales, entraînant, comme sa conséquence nécessaire l'exclusion sous toutes ses formes, l'individualisme d'un nouvel état de nature à grande échelle et la promptitude à se déchaîner contre l'autre, dans certains cas.
- 8 Le phénomène se double de surcroît dans nos contrées -le monde occidental- d'un désinvestissement spécifique du politique, parce que ce dernier est en apparence devenu impuissant à contrôler un tant soi peu la contrainte économique affectant le social. En somme, la crise de la démocratie comme valeur et comme système, la crise de l'idée d'Etat et d'Etat démocratique en particulier, tels sont les fragiles contours de notre monde à l'avenir incertain.
- 9 En effet on commence d'apercevoir que gagne en ampleur une crise des Etats, c'est à dire des institutions de la politique et de sa représentation, qui manifeste qu'une emprise du politique sur l'économique est rendue de plus en plus difficile, soit la possibilité d'une régulation minimale du déploiement sauvage de l'économique. Même si elle était reléguée au second plan, l'idée eut néanmoins un sens et une certaine

- réalité, avant la phase du tout-libéral, en effet. Or, le politique est aujourd'hui quasiment désarmé devant la toute-puissance des logiques du capital. L'économie-monde impose en effet non seulement la mondialisation du marché, -réalisée depuis longtemps déjà- mais la mondialisation de la production qui n'a plus rien de national, ainsi que la mondialisation des flux de population, des problèmes écologiques, et même
- 10 -on l'atteint maintenant- la mondialisation de la politique : ce qu'on appelle le nouvel ordre mondial. Cependant ces différentes formes que prend la mondialisation se font toutes de manière sauvage, hors droit, hors politique, c'est à dire hors concertation ou décision prise par des partenaires également responsables, car sous l'effet de la pure force imposée. Pour l'économie, cela n'est plus à démontrer, mais pour la politique, il en va de même : les alliés ne sont pas égaux.
- 11 Quant au processus sauvage de la production, l'économie voit triompher le regne du libéral-anarchisme, c'est à dire de la libre concurrence sans merci entre les unités de production transnationales, ce qui n'est autre chose que la libre-exploitation illimitée de la terre et des hommes, échappant au droit. Par exemple sait-on qu'aux Etats-Unis des milliers d'enfants de cinq à dix ans (oui, cinq) travaillant à longueur de journée à des tâches épuisantes -et fort mal payées-, pour nourrir toute la famille au chômage, sous les yeux d'une inspection du travail impuissante?
- 12 Mais aussi processus sauvage de la politique : le pays le plus fort dans les instances internationales impose au monde sa politique, y compris ses guerres et leur financement. Guerre planétaire, décidée sans ses alliés et partenaires, obligés de s'incliner, contraints et forcés devant une décision déjà prise à l'avance et sans eux.
- 13 Cette pratique sauvage de la politique entraîne une mise à mal du politique et de ses institutions, et par conséquent, une perte de confiance de la part des populations dans les capacités politiques des Etats. Cette crise se marque par une impuissance des Etats nationaux à exercer leur rôle traditionnel de contrôle et de régulation de l'économie, ainsi qu'une incapacité des dits Etats à assurer leur rôle également traditionnel de gestion du social. Nous entrons dans l'ère de la dérèglementation généralisée. Le capital est en train de détruire la politique, ainsi que les Etats en tant qu'Etats de droit ancrés dans une tradition nationale, car la forme nationale de l'Etat est désormais dépassée, puisqu'inappropriée à des processus mondiaux.
- 14 En France cette crise se double, de surcroît, d'une crise de la citoyenneté aggravant le déficit politique et le désinvestissement de celui-ci par les citoyens. Ce redéploiement sauvage de l'économie laisse en effet sur les bords des exclus en nombre de plus en plus grand : les exclus du travail par l'extension du chômage, les exclus de la ville par
- 15 l'abandon des banlieues et leur différenciation des centres urbains auxquels est presque circonscrite la vie de la cité et surtout l'image du citoyen reconnu comme tel car il en possède seul les droits, et enfin les exclus de la citoyenneté politique, les immigrés. Quand les trois catégories souvent n'en font qu'une, le malaise explose.
- 16 A l'échelle du monde, les mécanismes sauvages de l'économie broient les populations de continents entiers : la technique mise au service du pillage de la nature fait la démonstration de ses pouvoirs. La dérèglementation mondiale s'installe, le libéralisme laisse le marché tenir lieu de politique, d'où l'absence de décisions politiques cohérentes qui permettraient de parler de politique économique, a fortiori de politique sociale, de politique de développement ou de politique écologique. A quoi s'ajoutent la perte de perspectives alternatives -de réformes ou transformations sociales notables,

de sortie du capitalisme comme on disait classiquement- alors que les problèmes actuels posent de façon aigüe la question de la solidarité planétaire. Dans ce cadre apparaît aujourd'hui comme dramatique la faiblesse politique des Etats parce qu'ils ne sont que nationaux.

- 17 L'Europe tente, parce que poussée par la nécessité, d'exister en surmontant ce handicap des limites nationales. Le grand marché européen est pour demain, et nul doute qu'il ne se mettra en place. Mais sur le plan politique l'idée fédérative est fort mal partie.
- 18 Au moment d'ouvrir ses frontières, l'Europe politique n'existe pas : il n'existe pas de politique sociale européenne -refusée par certains Etats, y compris une réglementation interdisant le travail des enfants. De plus, aucun d'entre les nouveaux partenaires ne se risque à oser proposer un projet pour une nouvelle citoyenneté, pour une citoyenneté européenne, alors qu'il y aura bientôt libre circulation des individus, y compris par conséquent des travailleurs en provenance de pays extra-européens. Au contraire c'est le moment où l'on entend à nouveau parler -en France ! du droit du sang. Et la grande Europe confédérée proposée par Mitterrand à Prague à l'invitation de Havel, rencontra l'opposition unanime des Etats de l'Est, privilégiant de mythiques causes nationales sous la protection du vieil Oncle Sam.
- 19 Autrement dit, la crise de la démocratie est là et la démocratie existante montre, plus que jamais, son impuissance à correspondre à son concept. A l'échelle mondiale, la télé-politique tétanise ses acteurs potentiels et les ravale au rang de voyeurs passifs. A l'échelle nationale, on constate un investissement politique de plus en plus difficile de la part des citoyens du fait de l'absence de projets politiques de la part des gouvernants qui sont devenus des gestionnaires.
- 20 Dans cette faille béante qu'ouvre la crise de la forme-Etat et de la démocratie, s'engouffre l'extrême-droite. En France et ailleurs, mais en France plus qu'ailleurs peut être puisque d'une politique annoncée comme socialiste était attendue une meilleure résistance aux violences d'un capitalisme redevenant sauvage. Et, face aux coups de boutoir donnés par l'extrême-droite pour empêcher que ne s'élargisse la notion de citoyenneté, les politiques ne savent, en guise de "défense" que reprendre les arguments de cette dernière, en les atténuant plus ou moins. Céder à l'extrême-droite raciste et passéiste, on ne l'a que trop fait, croyant étouffer le phénomène (?) mais c'est aggraver le processus de repli sur soi, qui a des causes bien plus profondes et vastes et que l'extrême-droite ne fait qu'exploiter. Feindre de croire que l'extrême-droite serait une cause efficiente est l'illusion la pire. Oublier les causes et, par pragmatisme intéressé, faire des concessions aux discours de l'extrême-droite, comme parler d'"invasion", ou édicter des lois de rejet, voilà le danger majeur, la tentation (?) à laquelle *il ne faut surtout pas céder*.
- 21 Contre l'extrême-droite, révélatrice des contradictions d'une civilisation, le plus urgent serait de penser la forme/les formes que doit prendre l'Etat, pour que le politique retrouve un espace, une réalité, contra le productivisme, contre la soumission à la violence de l'exploitation et à la technique planétaire, mais aussi contre la soumission à la télé-politique, contre la soumission à une seule grande puissance
- 22 imposant au monde un langage, une culture, des images du monde, au point qu'il est devenu possible de rester dans son fauteuil pour entretenir l'essentiel de son rapport au monde, pour le connaître et s'y trouver mieux que dans la discussion publique sur l'Agora avec ses concitoyens, où à l'écoute de l'Ecclésiaste, comme le croit le citoyen de la

"ville-monde" (dont parle Virilio) qui n'est plus un citoyen. Afin que le politique retrouve une assise populaire, pour qu'existe la démocratie, qui est bien loin devant nous comme tâche à accomplir, il faut sans attendre repenser l'Etat contre la communauté, solution de repli au sein d'un monde unifiant uniforme. Repenser l'Etat et les formes d'association entre Etats, inscrites dans et soutenues par le Droit.

- 23 A l'heure où la doxa bien-pensante se félicite du "triomphe de la démocratie" à travers le monde, la vie publique est dépolitisée, amoindrie, en voie d'extinction. Le peuple n'a plus guère l'occasion d'exercer sa volonté politique et par conséquent de comprendre simplement quel sens s'attache à cette notion.
- 24 *L'espace public* fait défaut : il lui manque un discours politique soutenu par l'Etat, qui se tienne à la hauteur de ses responsabilités. Résultat : cet espace public est pour ainsi dire laissé vide aux démagogues qui au nom de la "décadence" "nationale" qu'ils dénoncent offrent un programme plongeant ses racines dans les traditions contre-révolutionnaires et xénophobes françaises séculaires qu'ils reproduisent ; ces démagogues qui, les yeux tournés vers le passé, préparent le plus sûr chemin vers la décadence et une société barbare, en préconisant un programme périmé, petit, plein de haine, mais qui malgré le danger qu'il comporte rassure des citoyens perdus, sans repères. L'avenir exige des perspectives tout autres. La voie positive, créatrice est dans l'invention de la pratique politique à nouvelle échelle et d'un Etat sachant s'élever au-dessus du national, pour être en mesure de ne pas se laisser laminer par les logiques de la seule production, ayant donc nécessairement une orientation démocratique, c'est à dire celle de la solidarité, non pas celle de la guerre (économique ou autre). Soit encore la reconstruction de l'Etat sous des formes élargies, associatives (fédérées ou confédérées, par exemple), dépassant le cadre du national et des particularismes insulaires dans un monde de 'inter-pénétration, de l'inter-fabrication et de l'inter-création, qui peut devenir aussi monde de l'inter-éducation, pour inventer une politique économique susceptible de soutenir le nom de politique, c'est à dire qui ne plie pas devant l'évidence de la "rationalité économique" ni ne soit asservie à l'exigence du tout-économique. Un Etat capable de prendre la responsabilité d'une politique sociale, en train de disparaître tout simplement. Des formes transnationales d'Etat seront de plus en plus nécessaires, seul moyen d'éviter l'affrontement des égoïsmes (l'ouverture des frontières de l'Europe devrait donner à réfléchir) et susceptibles d'intégrer le multi-national de sociétés comme la France et comme le seront de plus en plus d'autres sociétés, dans le respect du pluralisme, la protection des différences, la tolérance de l'altérité, vertus politiques s'il en est.
- 25 C'est à dire que le présent indique à la fois la nécessité qu'il y a de dépasser la formation nationale, mais dans la perspective de réanimation du politique, ce qui suppose, que, à l'opposé d'une logique de domination qui aboutit à l'uniformisation créant en retour le rejet du politique et le repli sur la communauté, la restitution du politique aux citoyens dans la complexité sociale et la pluralité culturelle soit rendue possible, par des formes d'Etat capables de faire coexister et de fédérer la multiplicité culturelle.
- 26 Effort doublement à contre-courant du flot apparemment irrésistible de l'histoire actuelle, car cela contrarie non seulement ce à quoi tend l'économie-monde uniformisante et déchainant les puissances de domination de la technique totalitaire, d'une part, mais faut-il ajouter de plus, cela devra se faire malgré et contra la forme de résistance la plus spontanée à ce laminage, la tendance à la fragmentation et au retour au national, majoritaire pour l'instant à l'Est de l'Europe dite libérée, et que

- 27 représente l'extrême-droite ici ou ailleurs, captant le désarroi devant la crise du retrait du politique. Cela devra se faire donc contre la tendance à recréer du communautaire, pour se protéger du capitalisme comme technique totale, tendance qui existe partout dans le monde interdisant l'accès des masses au politique, à la citoyenneté et contre laquelle lutte, ou à la quelle doit s'interposer la tendance à recréer du politique, c'est à
- 28 dire de la puissance publique, de droit, au service de la collectivité transnationale. Le communautaire c'est l'exclusion de l'autre. Le politique aujourd'hui doit au contraire prioritairement intégrer les différences en les laissant exister, coexister dans la pluralité d'un monde engagé dans la résistance au totalitarisme technico-impérialiste.
- 29 Cela veut dire tisser des liens entre Etats qui soient d'association, comma cela s'esquisse en Europe, mais à des fins de vie, telle la reconnaissance de l'intérêt que les humains ont à s'associer, augmentant ainsi ensemble et parallèlement leur puissance d'être et d'agir, comme l'énonce si clairement Spinoza, et telle encore l'entraide pour surmonter les problèmes que pose la sur-vie de l'humanité aujourd'hui mise en péril de son propre fait. Non des fins de mort, comme peut l'être le tout technique ou l'uniformisation de la culture-monde.
- 30 Cela veut dire en particulier, à l'échelle de l'Europe comme de la France, penser les lacunes de l'Etat de droit à l'égard des immigrés, et autrement, des jeunes condamnés au chômage sans fin et donc à la délinquance, à une existence de hors-la-loi. Penser les lacunes de l'Etat de droit à l'égard des diverses formes d'exclusion, seul moyen de les éviter et d'en éviter l'exploitation démagogique.
- 31 Cela veut dire aussi qua la nécessité du présent et de l'avenir est dans l'invention d'une nouvelle citoyenneté, ouverte, dépassant la défense frileuse d'une conception surannée de la République nationale, au nom de l'Universel porté par la Révolution française, qui fut d'abord, nationaliste, et universaliste d'un point de vue national et même ouvertement xénophobe, dans sa 1ère phase, la seule acceptable d'un point de vue nationaliste (et même conservateur), celle des guerres révolutionnaires qui furent toutes menées au nom de l'universel pour défendre la Nation, tâche poursuivie par Napoléon, comma on sait. (Pour mémoire, la 1ère Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen fait résider la souveraineté dans la Nation, non dans le peuple). Le peuple ne fait son entrée que dans la 2ème phase de la Révolution -ce qui, en conséquence, va lui poser des problèmes qu'elle ne pourra résoudre. On le sait aussi.
- 32 Donc la question est aujourd'hui : le politique contre le communautaire, ou encore celle de la possibilité de l'Etat comme forme de dépassement du national *et* du communautaire, tout à la fois. De sorte qu'on peut préconiser, non pas la fin de l'Etat de l'anarchismecommuniste, non plus que le mains d'Etat du mythe libéral-économiste étayant la fallacieuse évidence de la nécessité de la fin de l'Etat Providence, mais au contraire à nouveau l'Etat, forme de contrainte politique du droit compris comme droit de tous à l'égalité, à la liberté, droits qui pour chacun au sein d'un peuple, et pour chaque peuple dans ses relations aux autres peuples, se développent en expansion réciproque et non en limitation les uns des autres comma le démontre Spinoza de façon qui par avance contredit la perspective restrictive, négative sur ce point, des Déclarations des Droits de l'Homme et du Citoyen.